



A LA DRFIP NORD, TOUS EN GREVE LE 13 DECEMBRE !!!

Le 13 décembre sera convoqué le Comité Technique de Réseau (ex CTPC) pour aborder le sujet de l'emploi à la DGFIP. Pour 2012, ce seront encore de nouvelles suppressions d'emplois à la DGFIP au même niveau que les années précédentes. Le rythme du non remplacement de 2 emplois sur 3 est donc maintenu.

A la DRFIP NORD, 95 suppressions d'emplois sont encore annoncées cette année !!!

Après des services au bord de la rupture, on attaque désormais l'os, même s'il ne reste déjà plus grand-chose à ronger ! Et aucun service n'est épargné.

Les conséquences au quotidien sont nombreuses :

La souffrance au travail atteint un niveau inégalé à la DGFIP. En effet, les agents vont mal, souffrent de la charge de travail, de la pression des échéances, des retards accumulés... De nombreux collègues de toutes catégories n'en peuvent plus ! Certains craquent et s'approchent dangereusement de la dépression ou y sont déjà tombés. Plus grave encore, les conséquences peuvent être dramatiques et conduire au suicide.

De nombreuses missions ne peuvent plus être assurées ou se dégradent : **l'accueil est un exemple symptomatique de toutes ces difficultés** : dans le Nord, plusieurs sites sont débordés et font face à de plus en plus de réception : Roubaix, Tourcoing, Denain, Dunkerque, Maubeuge, Lille-Cité... la liste s'allonge jour après jour. Augmentation du temps d'attente, augmentation du contentieux, du gracieux...la tension est à son comble et toujours à la limite de l'incident, voire de l'agression.

Mais, qu'on ne s'y trompe pas : l'augmentation importante des charges de travail concerne bien toutes les missions de la DGFIP (missions nouvelles, complexification, modifications législatives incessantes...).

Le maintien des suppressions d'emplois est donc incompréhensible et insupportable pour tous les services.

***Le tout dans un contexte général dégradé
où les attaques se multiplient depuis des mois...***

L'austérité pénalise le plus grand nombre (salariés, retraités, privés d'emploi), épargne les plus riches et la finance, et empêche la croissance économique et l'emploi.

Augmentation de la TVA, accélération de la mise en œuvre de la réforme des retraites, baisse des prestations sociales, économie dans les politiques publiques, économie dans la Santé et la Protection sociale ... Ce ne sont pas les quelques mesures sur l'ISF ou sur l'impôt sur les sociétés qui rendent ce plan plus juste ou encore efficace.

Les salariés supportent 80 % du financement des mesures de rigueur annoncées !

(en milliards d'euros)	HAUTS REVENUS	SALARIES
Réduction des dépenses de Sécurité sociale		0,7
Anticipation retraite (62 ans imposés en 2017 et non plus en 2018)		0,1
Augmentation de 19 à 24 % du prélèvement forfaitaire sur les dividendes et intérêts	0,6	
Majoration exceptionnelle de l'impôt sur les sociétés (2012 et 2013)	Entreprise 1,1	
Augmentation des impôts sur le revenu		1,7
Baisse des aides sociales		0,4
Augmentation TVA de 5,5 à 7 %		1,8
Hausse de la CSG (prélevée sur 98 % du salaire et non plus 97 %)		0,6
Taxe sur complémentaire santé dont mutuelle		1,2
Taxe sur tabac, alcool, autres boissons		1,2
Contribution exceptionnelle (donc ponctuelle) sur les hauts revenus	0,2	
Total	1,9	7,7

Dans la Fonction Publique, la coupe est plus que pleine après :

- Le gel des salaires pour 2011 et 2012 synonyme de dégradation sans précédent des rémunérations ;
 - Les suppressions massives d'emplois synonymes d'aggravation des conditions de travail et d'altération de la qualité du service public rendu ;
 - La hausse des cotisations retraites synonyme d'amputation aggravée du pouvoir d'achat ;
 - La RGPP synonyme de bradage des missions publiques, la coupe déborde largement !
- Et maintenant, ce sont les délais de carence pour congé maladie. Encore une fois, au nom de la résorption de la dette et des déficits, le gouvernement entend faire payer aux salariés le prix de la crise d'un système qu'il soutient ardemment, en instaurant, pour les agents, fonctionnaires de la Fonction Publique un délai de carence.

Pour toutes ces raisons, la CGT Finances Publiques Nord appelle à la grève tous les agents de la DRFIP Nord.

Alors, c'est maintenant qu'il faut agir !!!

La trêve des confiseurs, ce n'est pas pour tout de suite !!!

Tous ensemble, disons STOP aux suppressions d'emplois en se mettant en grève le 13 décembre et en participant au rassemblement organisé à la DRFIP.